

Burundi : Répression à huis clos

La Libre Belgique, 14 avril 2019 Dans un pays où¹ la presse est muselée, disparitions, enlèvements, tortures et élimination ethnique se poursuivent à l'abri des regards. Quatre ans après la révolte contre la décision du Président Nkurunziza de briguer un troisième mandat, en violation de l'Accord d'Arusha et de la Constitution, la terreur règne au Burundi.

Innocent Muhozi, directeur de Radio-Télé Renaissance, exilé au Rwanda comme 80 autres journalistes, après la destruction en mai 2015 de sa station à coups de grenades et de tirs de mitrailleuse, témoigne : « Plus personne n'ose lever la tête. Nkurunziza et son groupe ont installé une telle tyrannie qu'on a l'impression d'un pays tranquille. Mais encore des milliers de jeunes gens en prison », confie le journaliste. « Tous les jours, il y a des disparitions forcées, des cas de torture et des passages à tabac », poursuit-il. Le journal indépendant « Iwacu » cite les cas de trois employés communaux de Gitega, kidnappés par la police et disparus depuis le 18 mars 2019. Le journal évoque le repêchage d'un cadavre suspect, dans la rivière Ruvubu., enveloppé dans une moustiquaire, les yeux bandés, victime d'un escadron de la mort. Désir Hatungimana, rédacteur en chef de Radio Inzamba, installé à Kigali et ancien correspondant de la Voix de l'Afrique, interdite depuis mai 2018, raconte que des corps sans vie ont été retrouvés récemment dans le lac Rweru, au nord du Burundi. Parmi les disparus, figurent des militants du Congrès national pour la liberté de l'ancien chef rebelle hutu, Agathon Rwasa, dont le parti avait pourtant été agrégé en février dernier. Désir Hatungimana, cette violence est liée à la préparation de la présidentielle et des législatives de 2020 par le pouvoir, le Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces pour la défense de la démocratie. Le Président, après avoir imposé en mai 2018, un référendum qui l'autorise à se représenter, a déclaré par la suite ne pas vouloir briguer de nouveau mandat. Mais Désir Hatungimana est dubitatif. « On ne saura réellement ce qu'il en est que s'il y a un autre candidat », considère-t-il. « C'est une véritable tyrannie, qui a pris un contrôle presque absolu du pays. La terreur. Ils ont forcé à peu près 500 000 personnes à partir en exil, dont la plupart des leaders politiques. Ils ont détruit toutes les radios (indépendantes), toutes les associations », témoigne Innocent Muhozi. « Maintenant, je ne crois pas qu'ils puissent s'imaginer que c'est fini parce que vous ne pouvez pas espérer, que vous êtes durablement tranquilles dans un pays (qui a exporté) des centaines de milliers de réfugiés et ça continue d'ailleurs ! Le représentant des réfugiés burundais me disait il y a une semaine que 3000 réfugiés sont arrivés récemment au Rwanda (qui en comptait 70 322 à la fin février selon le Haut Commissariat aux réfugiés de l'ONU) », confie le journaliste. La tentative de renverser Nkurunziza a échoué en 2015, par excès de improvisation, estime Innocent Muhozi. Mais attention : des milliers de militaires ou de policiers en exil et leurs camarades de l'intérieur, cherchent peut-être la meilleure opportunité pour parvenir à leurs fins. Tout cela pourrait expliquer le recrutement par Bujumbura de membres des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), créées par des officiers des ex-Forces armées rwandaises ayant participé au génocide contre les Tutsi de 1994 au Rwanda, dont les identités ont été publiées par Radio-Télé Renaissance. « Ce n'est pas un secret pour personne. Le pouvoir de Bujumbura compte des membres des FDLR dans la sécurité présidentielle », confirme Désir Hatungimana. En mars, Radio Inzamba a révélé qu'à côté de trois bataillons des Forces de défense Burundi déployés en province de Cibitoke, à Mabayi, se trouvaient des miliciens imbonerakure du parti présidentiel et « des gens qui parlaient le kinyarwanda » (sic). En fait, Pierre Nkurunziza n'a pas confiance dans sa propre armée, explique Innocent Muhozi. « Le Président sait que la situation qu'il a créée, ne lui permet pas de dormir tranquille. Pas longtemps, il a fait part publiquement d'un cauchemar. Il s'est relevé la nuit. Il a couru au salon et a crié : 'Ils arrivent'. Son épouse lui aurait demandé : 'mais qui?' Et lui de répondre : 'mais tu ne vois pas?' » Muhozi qui code : « Ils, ce sont les ennemis, les rebelles, les opposants. C'est quelqu'un qui vit dans une panique permanente », a écrit le journaliste. Un danger supplémentaire est la conviction du pouvoir que pour rallier des soutiens, il lui faut prendre pour cible la minorité tutsi. Innocent Muhozi rappelle le discours d'octobre 2015 du Président du Sénat burundais, Ruvyiron Ndikuriyo qui avait exhorté les élus à « travailler » avec les forces pour traquer les insurgés. Du langage codé utilisé au Rwanda par les médias du génocide en 1994 ainsi qu'au Burundi pour appeler à l'extermination des Tutsi. Avec une variante : pour détourner les regards de l'étranger, le pouvoir a opté pour une tactique plus discrète. « On l'appelle à 'kamw' kamw' (un un). Ils ne tuent pas massivement, petites touches, un par ci, un par là. Mais à la fin, on se retrouve avec des centaines de morts », relate Innocent Muhozi. Par François Misser, envoyé spécial au Rwanda

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});